

l'Ouest, semble-t-il, et lui faire rétracter ses promesses de défendre la liberté. Il veut créer un autre centre de pression dans l'ensemble de la guerre froide. Il veut sonder l'opinion publique de l'Occident et lancer un ballon d'essai vu qu'il y en a, dans l'Ouest, qui hésitent de plus en plus à risquer une guerre. Autrement dit, il met peut-être notre courage à l'épreuve. Comme le secrétaire d'État aux Affaires extérieures l'a dit, il veut peut-être mettre un frein au flot embarrassant de réfugiés venant de l'Allemagne de l'Est. Quelque trois millions et demi de gens ont fui l'Allemagne de l'Est depuis 1949, soit presque 15 p. 100 de sa population. Ce qui est assez ironique, c'est qu'à mesure que le flot des réfugiés augmentait, avant le 13 août, la tension croissait également parce que le nombre de réfugiés accentuait l'embarras de l'Union soviétique. Comme celle-ci dispose d'un organisme exceptionnel de propagande, elle ne peut pas se permettre d'être ainsi embarrassée, et il ne faudrait pas se surprendre qu'elle soit prête à recourir à des moyens extrêmes pour faire disparaître ou atténuer cet embarras.

Il peut bien arriver qu'il existe une lutte pour le pouvoir en URSS. Il se peut bien que M. Khrouchtchev ait ses propres problèmes chez lui. Il peut bien arriver que la République populaire de Chine fasse peser sur lui de fortes influences. Quelle que soit la raison, il est indéniable que nous sommes aux prises avec une situation sérieuse, une situation où il faut exercer le plus de tact possible et la plus grande prudence, tout en manifestant une fermeté réfléchie si nous voulons éviter les conséquences catastrophiques de l'expérience la plus terrible à laquelle aurait à faire face l'humanité. Voilà ce qu'il faut avoir toujours présent à l'esprit: les répercussions qu'entraînerait pour l'humanité la destruction au moins partielle du monde dont la civilisation serait gravement atteinte par les conséquences d'un conflit nucléaire. Nous, pays de l'Ouest, ne devons jamais oublier le seul principe primordial et prépondérant à cette époque de guerre froide psychologique, savoir qu'il faut éviter à tout prix une guerre nucléaire. Nous devons penser aux peuples du monde qui sont innocents et qui n'ont rien à voir avec l'élaboration des politiques. Nous devons penser à ceux qui ne sont aucunement responsables de la situation actuelle, si ce n'est qu'ils sont des êtres humains. Nous devons penser à nos jeunes gens et à la façon dont ils nous jugent aptes à résoudre ce problème. Nous devons aussi penser aux propos qu'ils tiennent de temps à autre, à savoir que nous, de l'autre génération, avons fait un gâchis qu'eux seuls peut-être pourront réparer.

[L'hon. M. Martin.]

Nous devons nous rappeler tout cela mais, d'autre part, en raison de la situation inéluctable qui nous confronte, nous devons forcément reconnaître qu'un gouffre énorme sépare un monde qui jouit de la liberté et un monde fondé sur un pouvoir totalitaire qui entrave la liberté. Voilà le terrible dilemme devant lequel nous nous trouvons. Notre patrimoine moral nous interdit de déclencher une guerre nucléaire, et pourtant dans cette lutte épineuse entre la tyrannie et la liberté, le parti qui le premier préconisera la suppression de la guerre nucléaire comme fondement de la politique diplomatique, est voué à l'échec. Toute la question se résume à cela, car si un parti supprime la possibilité d'une guerre nucléaire — et voilà le dilemme, à mon sens — l'adversaire n'aurait qu'à faire sentir assez dangereusement la menace d'une destruction nucléaire pour imposer une capitulation négociée. Je conviens que nous devons être prêts à aller jusqu'à la limite en ce qui a trait aux questions qui font l'objet de la guerre froide. Nous devons être prêts à faire tout ce que nous pouvons à l'égard de la question de Berlin, afin d'éviter que ce problème ne déclenche une guerre.

J'ignore ce que M. Kennedy a déclaré au premier ministre de l'Union soviétique, M. Khrouchtchev, à Vienne, mais lorsque le Président a fait cet important voyage pour rencontrer M. Khrouchtchev, il a peut-être essayé d'établir clairement, dans l'esprit du chef russe, ce que les États-Unis entendent faire en définitive, de manière que les historiens ne puissent pas dire plus tard — s'il reste quel qu'un pour écrire cette histoire — que l'Union soviétique n'avait pas été avertie assez clairement par son principal adversaire et de manière que personne ne puisse soutenir que la Russie n'avait pas été suffisamment éclairée, étant donné que, selon certains historiens, le Royaume-Uni n'a pas fait connaître d'une manière assez explicite à Hitler les dispositions que la Grande-Bretagne se proposait de prendre à l'égard des événements qui ont déclenché la seconde guerre mondiale.

À l'instar du Président Kennedy, le premier ministre a, dans son discours, parlé de négociations. Je me souviens de la déclaration qu'il a formulée à la Chambre avant l'ajournement; en effet, il a déclaré qu'il ne saurait être question de négociations et de compromis sur certains points essentiels, mais qu'il y avait toute une gamme de sujets qui se prêtent aux négociations et aux compromis. Sans doute, c'était là la juste position à prendre; néanmoins on ne m'ôtera pas de l'idée que certaines vues du chancelier Adenauer, à l'époque, laissaient voir qu'il ne pouvait être question de compromis. Jusqu'ici les négociations, sans doute de par le caractère qui leur